



Une Administration A Vendre ? **ON NE DESARME PAS !**

Paris, Caen, Annecy, Mulhouse, Orléans, Dijon, Chambéry, Angoulême, Metz, Marseille...

C'est un tour de France de la grogne qui s'est déroulé les 21 et 23 janvier, devant plusieurs directions des Douanes. La thématique du jour était celle de la vente de cette administration.

L'intersyndicale remercie tous les agents qui se sont mobilisés ces jours là et ceux qui vont le faire pour s'opposer à ce plan. En attendant les mobilisations des autres directions dans les jours qui viennent.

S'inscrivant dans la suite du rassemblement à Bercy du 21 novembre dernier et avant la manifestation prévue **le 20 mars à Paris**, cette journée a encore démontré l'opposition résolue des personnels au Projet dit « Stratégique » pour la Douane (P.S.D.) qui n'a :

- qu' **un seul objectif** : la concentration des structures et les suppressions d'emplois,
- qu' **une seule logique** : faire de la Douane un simple service d'« accompagnement » des groupes économiques et des opérateurs les plus puissants et passer au second plan la véritable lutte contre la fraude.

Les initiatives vont continuer et s'amplifier, jusqu'à une inflexion politique, digne de ce nom.

A ce jour, les seules ambitions « politiques » réelles de ce projet sont :

- la consécration de l'espace européen et national comme une zone de concurrence interne y compris entre les administrations
- la réduction des structures et des effectifs

Le reste n'est qu'habillage.

Ceci n'est évidemment pas acceptable, non seulement pour cette administration et ses agents bien sûr, mais également au regard des enjeux de ce dossier pour l'ensemble du corps social, que l'on parle de régulation, de protection ou de fiscalité entre autres.

Nous donnons d'ores et déjà rendez-vous pour le Printemps Douanier, le 20 mars, à tous ceux qui n'admettent pas ce qu'on veut présenter comme le sens de l'histoire et qui n'est en fait qu'un parti pris, essentiellement marqué par un sceau qui n'a rien de neuf : celui du libre-échange. Et qui refusent donc son corollaire : la généralisation du dumping social, fiscal et environnemental

Dans l'intervalle, l'Intersyndicale locale reste mobilisée et continue son action de communication en direction des élus, des médias et du public pour faire de la douane le service public de régulation économique, en adéquation avec les attentes de l'immense majorité de nos concitoyens et populations européennes.

Paris, le 24 janvier 2014

Ne baissons pas les bras et refusons la résignation !

Ne ratez pas le Printemps Douanier !